



DISCOURS DE LA MINISTRE TERESA RODRIGUES DIAS

VOS EXCELLENCES MESSIEURS :

PRÉSIDENT DE LA 111E SESSION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL - M. ALI BIN SAMIKH AL-MARRI ;

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

DIRECTEUR GÉNÉRAL DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL ;

MINISTRES, AMBASSADEURS, DÉLÉGUÉS ;

MESDAMES ET MESSIEURS.

C'est un honneur pour moi de m'adresser à cette noble Conférence, à un moment historiquement caractérisé par la reprise des marchés du travail, et permettez-moi, au nom de l'exécutif angolais, de la délégation qui m'accompagne et en mon nom propre, de vous adresser des salutations chaleureuses et fraternelles.

Le 4 juin dernier, la République d'Angola a célébré les 47 ans de son admission en tant que membre à part entière de l'OIT.

L'État angolais a promu le renforcement de la justice sociale, fondée sur l'équilibre des relations de travail, la solidarité intergénérationnelle et l'intégration des classes les plus vulnérables.

Ainsi, dans le cadre de la Protection Sociale Obligatoire, nous avons l'intention, au cours de la période 2023/2027, d'augmenter le nombre d'inscriptions à 4 400 000, à partir des 2 200 000 assurés actuels, dans le but de promouvoir son élargissement, notamment dans l'agriculture, la pêche, les petites activités commerciales et les services, dont le taux de cotisation est inférieur à celui du Régime Général.

En ce qui concerne la formation professionnelle, le Système National de Qualifications a été récemment institué, qui coexistera avec le Système National de Formation Professionnelle, de telle sorte que nous aurons une formation professionnelle adaptée aux exigences internationales, puisque dans sa conception 8 niveaux de qualifications ont été adoptés, comme établis dans la région de la SADC, qui pourront s'articuler avec le Système National d'Education, permettant un parcours professionnel avec une reconnaissance académique, augmentant ainsi les opportunités d'insertion sur le marché du travail.

Dans le cadre des efforts déployés par l'Etat, dans le but d'assurer la formation professionnelle pour tous, il a été possible de construire et d'équiper 161 Centres de Formation Professionnelle sous la tutelle de l'INEFOP, et nous disposons également de 1.281 Centres Privés agréés par le même Institut, ce qui fait un total de 1.474 Centres au niveau national, ayant pu former 318.692 citoyens au cours de la période quinquennale précédente, sans négliger le Programme de Placement en Formation Professionnelle qui a permis l'activation de 6.143 bourses de placement professionnel, octroyées par plus de 335 entreprises partenaires.

M. LE PRESIDENT

L'Angola s'est engagé à éliminer les pires formes de travail des enfants, en lançant officiellement le plan d'action national pour l'éradication du travail des enfants en 2022, avec la création d'une commission multisectorielle tripartite, pour le renforcement des connaissances et des compétences des principaux acteurs du système national de protection de l'enfance d'ici à 2025, après avoir formé plus de 530 citoyens dans l'ensemble du pays.

D'autre part, dans le but d'adapter notre système juridique aux dispositions normatives et aux recommandations émises par l'OIT, la liste des travaux interdits ou restreints aux mineurs a été mise à jour en 2022.

En outre, l'État angolais a mis en œuvre des programmes qui rendent les mineurs dignes, à savoir la massification du Programme de déjeuners scolaires, l'augmentation du financement du Programme de transfert monétaire (Kwenda) visant à financer les familles les plus démunies, l'augmentation du nombre de salles de classe par le biais du Plan d'intervention intégré des municipalités et une supervision accrue pour l'éradication du travail des enfants par l'intermédiaire de l'Inspection générale du travail.

Excellences,

Permettez-moi de souligner que des instruments structurels ont récemment été approuvés pour les relations juridiques entre le secteur public et administratif et le secteur privé, à savoir la loi-cadre sur la fonction publique, la loi générale sur le travail et le code de procédure du travail, qui est actuellement examiné par les commissions spéciales de l'Assemblée nationale. Les diplômes susmentionnés garantiront certainement la matérialisation des principes juridico-constitutionnels, la stabilité du lien juridico-travailleur et une meilleure justice sociale.

Un autre pas important, en termes de justice sociale, a été l'institutionnalisation récente du Fonds national pour l'emploi, dont le public cible est constitué par les citoyens sans emploi, en vue d'améliorer les perspectives nationales d'emploi digne et productif.

Je voudrais saluer les efforts qui ont été développés par les Etats membres de la CPLP au niveau de la lutte contre le travail des enfants, de l'inspection du travail, de la sécurité et de la santé au travail, ainsi que de la protection sociale dans son ensemble. Pour manifester également le soutien réitéré par la Communauté, dans le processus d'ouverture d'un bureau national de l'OIT à Luanda-Angola, au service des pays africains de langue officielle portugaise, ce soutien a été souscrit en marge de la réunion des ministres de la CPLP, tenue à Benguela-Angola, le 18 mai de cette année.

POUR CONCLURE, MONSIEUR LE PRÉSIDENT

L'Angola souligne que les principes d'équité et de justice sociale ne peuvent être pleinement réalisés, au niveau de l'OIT, que lorsque toutes les régions sont représentées de manière égale dans les organes de décision de cette organisation. C'est pourquoi l'adoption de l'amendement de 1986 à la Constitution de l'OIT, qui propose une démocratisation équitable de l'organisation, est urgente.

MERCI BEAUCOUP DE VOTRE ATTENTION !